

trajectoires.

Le magazine de l'EJT - Février 2024

CŒURS BRÛLÉS

DOSSIER AGRICULTURE

En terrains connus

À l'heure des barrages, les agriculteurs ratissent les routes de France vers la capitale. Bien plus tenaces que l'odeur des barbecues, le parfum des pneus brûlés et les fragrances d'essence, leurs revendications s'expriment avec conviction. Il ne s'agit pas d'une escarmouche ou d'un caprice mais d'une refonte du paysage agricole. Une réflexion ressort de nos papiers : sommes-nous assez proches d'eux ? Si nous l'étions un peu plus, la colère aurait-elle été si forte ? D'après un sondage Ifop paru en 2019, 51% des agriculteurs pensent que les Français ont une mauvaise image d'eux. Nous avons voulu donner la parole au plus grand nombre au travers de ces nombreux reportages, interviews et portraits faisant battre le cœur de ce Trajectoires.

ÉDITO

Un numéro dans lequel nous avons misé sur la proximité, les rencontres. Des rendez-vous qui nous touchent, des lieux qui se transforment, des sportifs qui rêvent en grand. Des tête-à-tête qui nous font espérer et nous redonnent le sourire malgré les difficultés. Des projets, ils en ont tous : leurs portraits vous en offrent un bref aperçu. De Paris à Rodez, Montpellier ou Toulouse, nous sommes venus toquer à vos portes et avons écouté vos témoignages. Du local à l'international, nos images racontent une période de crise adoucie par quelques optimistes perspectives. Finalement, le fil conducteur de tout cela, c'est vous, auteurs et lecteurs.

Par Audrey Graveline-Mercier
et Enzo Venuto



école
de **journalisme**
de Toulouse

Directeur de publication : Pierre Ginabat

Directrice de la rédaction : Virginie Peytavi

Rédaction en chef : Audrey Graveline-Mercier et Enzo Venuto

Chefs de rubriques : Charlotte Boutefeu, Margaux Croizon, Clémence Duprez, Arthur Joaquim, Bastien Larrieu, François Le Grelle et Petula Marquet

Cheffe maquettiste: Mayange Diallo

Photographes : Héloïse Collard et Margot Prieur

Rédacteurs : Bruno Baratto, Apolline Carré-Guillem, Marie Chazelas, Ludmilla Crémoux, Ernestina Granger, Pierre Granger, Arthur Groult, Lucas Heritier, Axel Hourteillan, Angela Hureau, Camille Juanicotena, Agnès Leguay, Elliott Lerat, Adrien Leroux, Océane Louault, Théo Martin, Margot Milhaud, Timothée Piette, Lucas Rodriguez, Martin Tahon et Mathilde Tassin

Maquettistes : Clément Bernet, Anaïs Bourel, Thomas Cardoze, Sophie Foliot, Paul Gaillardot, Déborah Roques et Paul-Adrien Sicard

SOMMAIRE

trajectoires.



Dossier agriculture

Agriculteurs : un combat, plusieurs voix

04

Toulouse

Entre luttes et solidarités

12

Région

De Rodez aux Pyrénées

18

France

Entre scandale, nouvelle loi et discours politique

22

Monde

Zoom sur le Proche-Orient et l'Afrique

26

Sport

Au plus proche des athlètes

29

Culture

À Toulouse, l'art pour apprendre

32



Un combat plusieurs voix

Sur les autoroutes, la colère du monde agricole gronde. Vivre dignement de leur métier : voilà ce que les agriculteurs demandent. Au milieu des tracteurs, on entend la pluralité des discours. GNR, loi Egalim, MHE, PAC, normes environnementales : les besoins et les revendications divergent. Quelle attitude adopter dans la lutte lorsque les différences sont aussi prononcées ?

Continuer ensemble pour se faire entendre



Deux manifestants alimentent le feu devant l'aéroport de Blagnac, mardi 30 janvier ©Margot Prieur

Ballots de paille, tracteurs et fumier sont à nouveau visibles sur les autoroutes. Dans plusieurs villes en France, les agriculteurs font entendre leur colère. Bien que leurs revendications soient multiples et parfois opposées, ils essaient de rester soudés pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Par Angela Hureau

C'est « la semaine de tous les dangers » prévenait, dimanche dernier, Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). À Paris, Rungis, Lyon, mais aussi Blagnac, les agriculteurs poursuivent leur mobilisation pour obtenir davantage de moyens : « on reste mobilisés car il faut maintenir la pression. Certes des annonces ont été faites, mais on reste sur notre faim », confie Tristan Fava d'Albert, agriculteur en Haute-Garonne qui manifeste à Blagnac ce mardi 30 janvier. Du côté de la Confédération paysanne, les annonces sont de « la poudre aux yeux » martèle Jean-Luc Hervé, éleveur retraité et syndiqué au premier syndicat agricole de gauche. Pour les Jeunes agriculteurs, alliés à la FNSEA, l'accueil est plus mitigé. Mais une chose est sûre : tout le monde en attend plus. Sur la maladie hémorragique épizootique (MHE) par exemple, des indemnités ont été promises, mais celles liées aux pertes de production sont toujours réclamées. Même constat pour le gasoil non-routier (GNR), destiné aux

tracteurs agricoles : plus que l'abandon de la hausse de la taxe sur ce carburant, le syndicat plaide pour une détaxation totale.

Des revendications très différentes

Bien que les syndicats soient au coude-à-coude sur le terrain, certaines revendications sont radicalement opposées. La FNSEA et les Jeunes agriculteurs exigent un assouplissement des normes environnementales tandis que la Confédération paysanne se prononce en faveur de leur maintien. En fonction de la taille des exploitations et de la production, les besoins et les demandes changent du tout au tout. « La diversité des revendications s'explique aussi par la diversité de l'agriculture française. C'est d'ailleurs ce qui fait la magnificence de notre métier » éclaircit Marie-Pierre Répécaud, paysanne en Isère syndiquée à la Confédération paysanne. Les sujets sont donc complexes et nombreux. Peut-être trop ? Ilona Viala, céréalière syndiquée aux Jeunes agriculteurs du Tarn, l'explique, elle,

par un silence trop longtemps gardé : « *ça fait longtemps qu'on n'a pas été entendus, donc il est normal qu'aujourd'hui on ait beaucoup de choses à dénoncer. Et c'est un problème car le gouvernement voudrait qu'on ait seulement une seule ligne directrice. Mais dans les faits, c'est tout simplement impossible.* »

Rester unis pour gagner

Malgré les disparités, la solidarité semble primer. « *Certes, on a des demandes différentes, mais ça ne veut pas dire qu'on ne se soutient pas. Sur le blocage à Carbone, je défendais l'eau et le gasoil car ça me concerne, mais aussi les demandes liées au MHE, même si je n'ai pas de bovins* » confie Tristan Fava d'Albert. Se regrouper autour de besoins communs semble aussi la stratégie adoptée pour surpasser les divergences : « *là où tous les syndicats se rejoignent, c'est sur la nécessité de permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail, avec des revenus décents, et d'abandonner les accords internationaux* » soutient Jean-Luc Hervé. Une gestion au cas par cas n'est d'ailleurs pas l'objectif, selon Marie-Pierre Répécaud : « *on porte une politique de gestion globale, et non pas secteur par secteur, ou région par région. C'est avec la force du plus grand nombre qu'on arrivera à changer les choses.* » D'ailleurs, les agriculteurs non syndiqués sont aussi présents dans les manifestations. Une pluralité de manifestants se retrouvent donc sur les routes et tous attendent le résultat des négociations européennes, auxquelles Marc Fesneau participe ce mercredi.



À Blagnac, les blindés des gendarmes ne sont plus si impressionnants à côté des tracteurs ©Margot Prieur

C'est quoi la MHE ?

La maladie hémorragique épizootique (MHE) est arrivée sur le territoire français en septembre 2023 et touche principalement le bétail. Au 24 janvier 2024, la France comptait 3 796 foyers touchés selon le dernier bilan hebdomadaire publié par le ministère de l'Agriculture. Marc Fesneau a annoncé qu'il rembourserait 80% des soins vétérinaires liés à la MHE et indemniserait à hauteur de 80% les animaux morts à partir du mois prochain. Cependant, ce n'est toujours pas suffisant pour les agriculteurs qui en font les frais.

Qu'est-ce que le GNR ?

Le 26 janvier dernier, le Premier ministre Gabriel Attal a annoncé l'annulation de la hausse du prix du gazole non-routier (GNR) agricole, qui devait augmenter progressivement jusqu'en 2030. De couleur rouge, le GNR alimente les moteurs de véhicules dits « non-routiers », c'est-à-dire employés dans les secteurs agricoles, fluviaux, forestiers ou encore de travaux publics. Avant la suppression de la hausse, le GNR était taxé 24,81 centimes d'euro par litre. En 2024, on constate une hausse de 2,85 centimes par litre par rapport à l'année 2023.

Que prévoient les lois Egalim ?

Les lois Egalim protègent les agriculteurs en rééquilibrant les relations commerciales avec les industriels et les distributeurs. Egalim 1 contraint les supermarchés à réaliser une marge d'au moins 10% sur les produits alimentaires. L'objectif : éviter qu'en resserrant excessivement leurs marges, les distributeurs ne soient tentés d'exercer une pression supplémentaire sur les industriels et donc sur les producteurs. Egalim 2 a rendu les négociations illégales sur le coût de la matière première (viande, lait, etc.) des producteurs. Enfin, Egalim 3 étend cette mesure aux produits de marques distributeurs, propriétés des supermarchés.

Grégoire Bouilliant :

« On veut du palpable, du concret »

Exploitant céréalier aux côtés de son frère, Grégoire Bouilliant, 42 ans, est administrateur au sein de la FNSEA. Agriculteur depuis 15 ans, il fait partie du convoi de tracteurs qui bloquait l'autoroute A15.

Par Margot Milhaud

Vous faites partie du convoi qui bloque l'autoroute. Quels sont vos objectifs ? Pouvez-vous nous donner trois revendications ?

D'abord l'abandon du plan Ecophyto 2030 qui vise à diviser par deux l'utilisation de pesticides. Il nous faut plus de marge de manœuvre. Ensuite le retrait de l'obligation de mettre en jachère une partie de notre terrain, même s'il est labourable. Et enfin, un symbole : la Redevance de pollution diffuse (RPD), une taxe qu'on aimerait que le gouvernement abandonne.

Depuis quand êtes-vous engagé au sein de la FNSEA ?

J'ai vite compris que pour être entendu et accompagné, il fallait faire partie d'un réseau. Dès le début, je suis entré en contact avec les syndicats : d'abord avec les Jeunes agriculteurs, ensuite avec la FNSEA.

Un avis sur les premières réactions du gouvernement ?

Gabriel Attal est un très bon communicant. Mais nous, on est des hommes de la terre : on veut du palpable, du concret. Pour l'instant, ses propositions sont insuffisantes.

D'autres syndicats sont actifs dans ce mouvement de contestation comme la Coordination rurale et la Confédération paysanne. Vous

sentez-vous en phase avec les revendications qu'ils avancent ?

On n'est pas d'accord sur tout. Mais on défend tous le monde agricole, c'est ce qui compte.

La Coordination rurale du Lot-et-Garonne projette de bloquer le marché de Rungis demain. Soutenez-vous cette action ?

Eux choisissent cette action, je ne suis pas contre. Mais je ne pense pas qu'en l'état actuel des choses, ce soit utile d'aller à l'affrontement. Il faut rester dans le dialogue et faire travailler nos représentants pour qu'ils appuient fortement sur le gouvernement.

Que pensez-vous des groupes écologistes qui appellent à rejoindre votre mouvement ?

C'est surprenant. Toute l'année, ils nous tapent dessus et soudain, ce sont nos amis. D'autant que certaines associations tapent sur la filière animale. Ce sont des choses que je ne cautionne pas. Cependant, nous restons ouverts au dialogue avec les organismes plus modérés.

Les manifestations sont l'occasion de rencontrer des gens. Est-ce une manière de sortir de l'isolement pour certains agriculteurs ?

Les gens oublient souvent que nous vivons dans leur environnement.



Grégoire Bouilliant, administrateur FNSEA, sur le convoi de l'autoroute A15.

©Margot Milhaud

C'est dommage que ce type de mobilisations soient les seules occasions qui nous permettent d'entrer en contact avec eux.

À l'avenir, envisagez-vous de léguer votre exploitation à vos enfants ?

Dans le contexte actuel, je me pose beaucoup de questions. J'ai peu d'ancienneté et je suis déjà dans un état de lassitude. Je vais tout faire pour transmettre ma passion, mais si le gouvernement ne se décide pas à entendre nos voix, l'avenir ne s'annonce pas glorieux.

Améliorer sa condition, transmettre son exploitation

Sur l'autoroute A15, des militants de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Val-d'Oise se sont donné rendez-vous à sept km de Paris pour un blocage d'ampleur. L'occasion pour eux d'envisager un modèle agricole plus durable.

Par Elliott Lerat

« **C**e matin quand je suis parti, j'ai dit à mon fils "c'est pour toi que j'y vais" » confie Joris, venu du Val-d'Oise pour exprimer sa détresse. Sur l'A15, au niveau d'Argenteuil à sept km de Paris, la FDSEA 95, branche locale de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), et les Jeunes agriculteurs sont venus porter leur voix aux portes de la capitale. Sous l'œil vigilant des forces de l'ordre, des dizaines de tracteurs arborant des pancartes revendicatives bloquent l'autoroute. Les parents sont inquiets de l'agriculture qu'ils laisseront à leurs enfants. Les plus jeunes voient devant eux un avenir trouble qui a du mal à se dessiner. Le mot d'ordre : établir un camp de base en attendant des réponses concrètes aux maux qui rongent le monde agricole depuis des années. Toutes les générations sont représentées, des gamins de 17 ans aux grands-pères qui ont déjà transmis l'exploitation familiale. Malgré

l'ambiance calme et bon enfant de ce début de blocage, les esprits bouillonnent et les corps s'activent sous les barnums. La contestation nationale du monde agricole s'accompagne d'une volonté de fond, celle de la passation. Or, les agriculteurs de la FDSEA 95 préféreraient léguer du savoir et des terres plutôt que des dettes et de la passivité.

Perpétuer un modèle familial

« *Mes parents arrivent plus tard pour me relayer [sur le blocage], on a un système de roulement pour se soutenir* » se réjouit Julien, 17 ans. Chez les agriculteurs, les choses se font en famille, même les manifestations. Cheveux bouclés et tempes rasées de près, le jeune homme en alternance sait déjà qu'il reprendra l'exploitation familiale. Grégoire est quant à lui père de famille, avec un enfant en lycée agricole. « *Je vais tout faire pour transmettre l'exploitation* » clame-t-il, affirmant exercer un métier-passion. Agriculteur depuis 2009, il exprime cependant une certaine lassitude. Après des années à lutter contre les mêmes problèmes, il souhaite que cette mobilisation soit la bonne. « *Il faut qu'après celle-ci, les mentalités changent et que les responsables politiques se disent "ça, on ne peut pas y toucher"* » abonde un membre du conseil d'administration de la FDSEA 95, une casquette verte vissée sur la tête. Il voudrait que ses enfants, aujourd'hui en bas-âge, reprennent plus tard le flambeau. Joris note que des mesures allant dans le sens d'une facilitation de la transmission sont déjà prises par le personnel politique. « *Valérie Pécresse nous écoute, et prend des mesures concrètes pour la passation des exploitations.* »

« On fait un métier durable »

Pour une agriculture d'avenir qu'ils transmettront à leurs enfants, les paysans du Val-d'Oise demandent la valorisation des produits français. Ils pointent du



Les agriculteurs réclament le versement immédiat des aides de la PAC ©Margot Milhaud



À proximité d'Argenteuil, 45 tracteurs bloquent l'autoroute A15 depuis 15 h lundi 29 janvier ©Margot Milhaud

doigt la « concurrence déloyale » des autres pays qui exportent vers la France sans avoir à respecter les mêmes normes. « *Moi ça fait 15 ans que je travaille avec mon frère. Mais si on ne fait rien, ce sont des industriels qui vont racheter les exploitations familiales et ce sera la mort du modèle agricole français* » glisse Grégoire. D'autant que les manifestants se revendiquent d'une profession qui lie les générations par sa durabilité. « *On est écolos, d'une certaine manière* » affirme à voix basse Sébastien, 30 ans, affublé d'un pull gris émaillé. Joris ajoute : « *On fait un métier durable. On le voit bien, ça fait des générations que ça dure, et c'est ce même métier que je veux transmettre à mes enfants.* » Lucides sur l'état de leur travail, beaucoup d'agriculteurs sont venus bloquer l'A15 pour améliorer leur condition, celle qu'ils transmettront à leurs enfants. À ces derniers de constater si la profession d'agriculteur vaut toujours la peine d'être exercée, et si les traditions familiales peuvent être perpétuées.



La faim est un thème qui revient dans une grande partie des slogans de la FNSEA ©Margot Milhaud

Les dernières annonces : Marc Fesneau en négociation à Bruxelles

Par Petula Marquet

Avant de se rendre à Bruxelles, le ministre de l'agriculture a d'abord confirmé au micro de Sud Radio la volonté de la France de ne pas signer l'accord de libre-échange entre l'Europe et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay). Il a ensuite annoncé une enveloppe de 80 millions d'euros pour les viticulteurs et une aide de 150 millions d'euros concernant l'arrachage, « *en vue d'une diversification agricole* ». En réponse à l'une des principales revendications des agriculteurs manifestants, la Commission européenne vient de proposer une dérogation « *partielle* » pour 2024 concernant l'obligation de jachères. Avant cette annonce, les agriculteurs ayant une exploitation supérieure à

dix hectares avaient l'obligation de réserver 4% de leur surface sans production (mise en jachère, mares, haies...) s'ils voulaient toucher les aides de la PAC. À contre-sens des revendications syndicales, le ministre a évoqué la possibilité d'ouvrir le marché intérieur européen à l'Ukraine afin de soutenir l'économie de Kiev en pleine guerre avec la Russie. Le ministre de l'économie, Bruno Lemaire, a déclaré que les agriculteurs pouvaient demander dès jeudi le remboursement partiel de la taxe sur le GNR, répondant en partie à une des principales revendications du mouvement. En confirmation aux annonces du Premier ministre Gabriel Attal, Marc Fesneau a annoncé « *la mise en pause* » du plan Ecophyto qui vise à réduire l'usage des pesticides. Une mesure parmi celles « *très attendues par les agriculteurs* » a déclaré le Premier ministre. Il semblerait qu'il n'ait pas saisi la diversité du mouvement.

Les visages de la lutte

Cette semaine, la FNSEA, les JA et la Confédération paysanne ont mené des actions de blocage et de filtrage autour de Toulouse. Arboriculteurs, céréaliers, apiculteurs : le monde agricole se montre uni.

Par Adrien Leroux et Petula Marquet



Hervé et Alexandra Boucton, père et fille. ©Margot Prieur

Famille Boucton

« On laisse mourir les agriculteurs à petit feu » assure Hervé Boucton, à la tête d'une exploitation familiale de 250 hectares en Haute-Garonne. Pour le céréalier de 58 ans, c'est le mouvement de la dernière chance. « Sinon, il faudra trouver un moyen de sortir du métier » assure le syndiqué à la FNSEA. Avant, les bonnes années servaient à réinvestir selon Hervé. Maintenant, les revenus sont destinés à rembourser les prêts et les charges. Sa fille de 23 ans, Alexandra, ne veut pas que la ferme familiale disparaisse. L'ingénieure agronome souhaiterait reprendre l'exploitation en se tournant davantage vers une alimentation bio et locale.

Thomas Sarniguet

Dans sa combinaison d'apiculteur, Thomas Sarniguet, 32 ans, manifeste aux côtés des agriculteurs devant l'aéroport de Blagnac. À la tête de 1 700 ruches avec son frère Nicolas depuis 2015, Thomas parvient à vivre de son métier. Mais c'est l'importation de miel étranger de mauvaise qualité qui l'inquiète fortement : « On est obligés de baisser nos prix pour s'aligner sur la concurrence. » L'apiculteur réclame auprès du gouvernement un plan pour lutter contre le frelon asiatique, redoutable prédateur des abeilles.



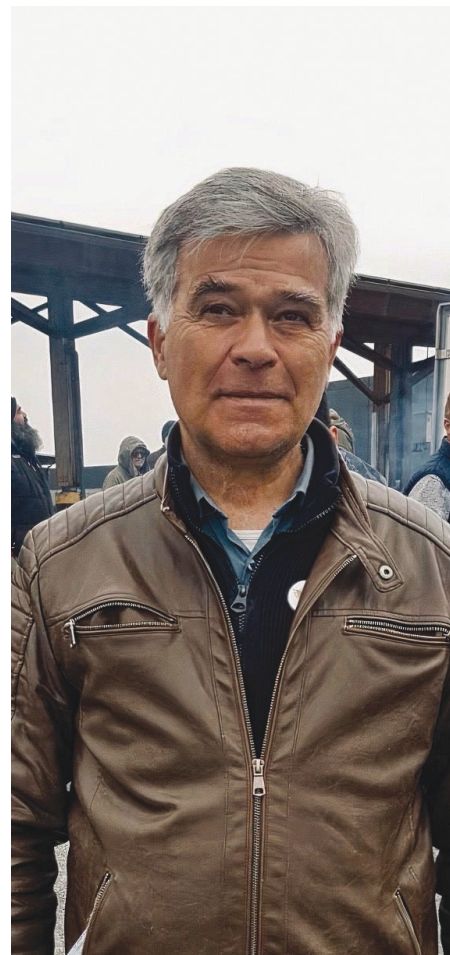
La famille Sarniguet, apiculteurs depuis quatre générations. ©Margot Prieur



Vincent Delaux, céréalier et syndiqué JA. ©Margot Prieur



Pierre Lemonnier, viticulteur et arboriculteur syndiqué aux Jeunes agriculteurs. ©Margot Prieur



Michel des Rochettes, Confédération paysanne. ©Margot Prieur

Vincent Delaux

Vincent Delaux, 31 ans, est à la tête d'une exploitation de 65 hectares basée à Castéra, en Haute-Garonne. Il y produit des céréales et de l'ail violet de Cadours, certifié AOP. Avec son bonnet bleu des Jeunes agriculteurs (JA), Vincent se dit « plus que déterminé et souhaite continuer à mettre la pression. » L'agriculteur pointe surtout la concurrence déloyale avec l'importation de produits étrangers : « On ne peut pas continuer à importer en France de la viande d'Argentine congelée en 2020 pour la consommer en 2024. » Sa principale revendication ? Pouvoir vivre de son travail.

Pierre Lemonnier

Fatigué par la charge administrative, le quinquagénaire reproche au gouvernement de ne pas agir dans l'intérêt des agriculteurs. « On est venu chez moi mettre un compteur d'eau sur un puits que mes grands-parents avaient creusé à la main. Rien que pour ça, j'ai cinq documents à remplir. » Le viticulteur se montre ouvert à des méthodes plus respectueuses de l'environnement : « Tout ce qui est applicable, on le fait. » Il a notamment enherbé sa vigne et confie : « Mon grand-père m'a fait la tête pendant un an. » Mais il reste hostile à un changement structurel qu'il qualifie d'« utopie ».

Michel des Rochettes

Michel des Rochettes, 58 ans, produit des céréales en agroécologie au nord de Toulouse. L'objectif ? « Protéger les sols pour stocker du carbone et améliorer la structure des sols. » L'agriculteur a donc arrêté les pesticides depuis une dizaine d'années et accueille même des chevaux en pension. Dans la nuit de mercredi, Michel a participé au filtrage de camions de marchandises destinées aux grandes surfaces pour informer sur l'origine des produits. « On pourrait interdire les importations de fraises étrangères et avoir une garantie d'écoulement de notre production. »

Le boulodrome des Minimes à bout de souffle

Le Boulodrome des Minimes fermera prochainement ses portes. Les membres de la Maison de la pétanque vacillent entre défaitisme et colère.

Par Margaux Croizon et Mathilde Tassin



En 2006, le Palais de la pétanque est rebaptisé la Maison de la pétanque Claudette Dumont. ©Anaïs Bourel

Les étagères qui autrefois abritaient les coupes et les trophées du Toulouse pétanque olympique club (TPO), sont désormais vides. Christophe Poulet, le président du TPO, passe les derniers coups de balai dans le club house du boulodrome. Le 2 octobre, il recevait une convocation à l'hôtel de ville. La mairie ne renouvelle pas la convention d'occupation des lieux qui a expiré il y a un an. La Maison de la pétanque doit fermer ses portes. Selon la Mairie, le boulodrome va être prochainement transformé en salle de gymnastique. Celle-ci accueillera les 1200 licenciés du Coquelicot Toulouse gym, qui ne pourront plus pratiquer au gymnase du Cosec de Rangueil, fermé pour travaux. Une des solutions apportées à la fermeture du boulodrome, c'est « la création d'un grand complexe de pétanque couvert à la base de loisir de Sesquières. Il y aura

36 terrains intérieurs et 18 extérieurs », explique Julie Pharamond, conseillère municipale chargée des clubs sportifs amateurs. « On a apporté des réponses concrètes, en essayant de répondre au mieux aux inquiétudes », conclut l'élue locale.

Fini la pétanque l'hiver

« C'est complètement absurde, leur projet » s'exclame Florent, responsable sportif du TPO. « En gros, on fait un beau gymnase pour les gens de Rangueil et la centaine de pétanqueurs d'ici on les fait dégager, peu importe où » s'agace-t-il. Dans sa doudoune rouge et noir aux couleurs du TPO, Christophe Poulet a l'air plus résigné. « On nous a aussi proposé 4 terrains dans un jardin public, sans local, sans toilettes, et surtout sans rien pour s'abriter. » Bien loin des 43 terrains



Les jours de forte affluence, le boulodrome accueille jusqu'à une cinquantaine de joueurs. ©Anaïs Bourel

qu'offre ce boulodrome couvert et chauffé. Étienne Castets est président du club de pétanque de La Digue. Il vient jouer aux Minimes tous les hivers depuis 24 ans. « *Le seul boulodrome digne de ce nom* » selon ce retraité de 75 ans. Assis sur des chaises blanches en plastique, Étienne évoque la fermeture du boulodrome avec amertume. « *On continuera de pratiquer à la Digue, mais ce sera compliqué de jouer quand il pleut et fait froid.* » Autour d'un bol de cacahuètes, Étienne et ses amis se replongent dans leurs souvenirs. À l'époque, le boulodrome était un atelier pour réparer les camions poubelles, se rappellent-ils. « *J'ai 80 ans, mon père allait déjà au boulodrome* », raconte Juanito Moreno, veste de survêt' du club de pétanque de La Digue sur les épaules, « *avant, ça nous appartenait, c'était un lieu pour les jeunes de la ville de Toulouse.* »

Vie sportive et associative

La date butoir approche à grands pas mais « *tant qu'il n'y a pas de travaux, je ne vois pas pourquoi on laisserait un local vide* », explique Christophe Poulet. D'autant plus que le boulodrome accueille une grande diversité d'associations. Le TPO a aussi noué des partenariats avec des élèves de Sciences Po, de médecine ou encore avec les ingénieurs en aéronautique. « *Le président était en train de monter quelque chose*

de sympa, c'est vraiment dommage », regrette Arnaud Rivoire, boule de pétanque à la main. L'homme de 35 ans est licencié depuis moins d'un an au TPO. C'est la première fois qu'il s'inscrit dans un club de pétanque. « *Je m'attendais à des petits vieux mais au final y'a pas mal de jeunes, des gens de tout horizon, j'ai créé pas mal de liens en venant ici.* » Sur le terrain d'à côté, les membres de Mixah sont en pleine partie. L'association toulousaine propose des activités aux personnes atteintes de handicap. Tous les lundis soir, bénévoles et personnes handicapées se réunissent et font taper les boules de métal sur le sable. Parmi les joueurs, Eléa Schmidt. Auxiliaire de vie, elle est venue avec Michela, dont elle s'occupe. « *Je sais qu'il y en a plein qui viennent en métro, en bus... Si c'est trop loin, ce sera très compliqué pour eux de faire le déplacement, alors que c'est important pour eux de venir ici et de se retrouver* », déplore-t-elle. Les yeux assombris par sa casquette noire, Christophe Poulet observe le boulodrome. Difficile pour le président d'imaginer la fermeture de cet espace sportif et social. « *Il y a encore trois mois, on organisait de gros concours, on était au moins 300 là-dedans à jouer aux boules* », souffle-t-il, sous le bruit du métal qui s'entrechoque. Pourtant, le président le sait bien, le boulodrome vit ses derniers instants : « *On a bien compris qu'il fallait partir, tant pis pour la pétanque et ce qu'on a généré autour.* »

Les taxis manifestent leur colère

Lundi 29 janvier, les taxis ont bloqué plusieurs axes routiers majeurs en France, notamment à Toulouse. Les chauffeurs réclament en particulier une renégociation de la convention de la Caisse nationale d'assurance maladie.

Par Mathilde Tassin

« **C**'est comme si on signait un chèque en blanc », s'agace Jérôme, chauffeur toulousain. Lundi 29 janvier, les taxis se sont mobilisés dans plusieurs villes de France, dont Toulouse. Les manifestants dénoncent la nouvelle convention de 2024 de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). Les taxis accordent sur le prix du trajet des transports de malades, une remise plafonnée à 16,5 % à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM). Or, l'article qui établissait ce plafond a disparu de la nouvelle convention. « *Concrètement, ça veut dire qu'on peut nous obliger à pratiquer 30 %*

de remise », dénonce Élise Dufrenne, la présidente du SAT 31 FNAT. De quoi inquiéter les chauffeurs de taxi : « *Aujourd'hui, plus de la moitié d'entre nous vit essentiellement du transport médical* », explique Laurent, dans le métier depuis 27 ans. Ces courses peuvent représenter jusqu'à 90 % du chiffre d'affaires des professionnels en zones rurales, selon la Fédération nationale des artisans du taxi. À défaut de clarifications tarifaires, les syndicats auront réussi à obtenir le report de la signature de la convention à fin février. Cette dernière, qui leur a été présentée début décembre, sans négociation, devait initialement être signée le 1er février.

« Il faut protéger les patients »

L'article 30 de la nouvelle loi de financement de la sécurité sociale crispe également les chauffeurs. Le texte vise à encourager les patients qui utilisent un transport sanitaire pour se rendre à un rendez-vous médical, à le partager. Sauf contre-indication du médecin, si un « *assuré refuse, alors il devra avancer les frais du transport puis en demander le remboursement* », selon le texte de loi. Derrière cette mesure, y a la volonté de « *limiter les dépenses de l'Assurance maladie et de contribuer à la transition écologique du transport sanitaire.* » À ce jour, les taxis doivent appliquer un taux de remise de 30 % sur le deuxième patient transporté et de 35 % pour le troisième. « *On nous demande de transporter plus et d'être payé moins. Si on continue à les laisser faire, à la fin, il n'y aura plus rien* », se désole Loïc, chauffeur de taxi depuis 2009. Pour Laurent, cette mesure se fait surtout au détriment des patients. « *Ils vont se retrouver en promiscuité, ce qui risque de poser problème pour ceux qui ont un déficit immunitaire. Il faut protéger les patients. Pour certains, on les transporte depuis presque 20 ans. Ces gens-là, on n'a pas envie qu'ils soient maltraités.* »



Lundi 29 janvier, les membres du syndicat SAT 31 FNAT se sont mobilisés devant la CPAM de Toulouse. ©Héloïse Collard

Des paniers alimentaires à bas prix pour les étudiants

Tous les lundis soir, l'association Union pour la Terre distribue des paniers alimentaires à l'université Capitole. À l'intérieur, des produits bio et locaux destinés aux étudiants toulousains.

Par Lucas Héritier

« Je viens toutes les semaines car ça me permet d'avoir une alimentation équilibrée et variée pour seulement 3,50€. Et en plus, mes courses sont faites en cinq minutes donc c'est super pratique », se réjouit Garance, étudiante en économie à Toulouse. Comme elle, 70 étudiants se rendent chaque lundi entre 17 h et 18 h 45 devant le hall d'entrée de l'université Capitole pour bénéficier de cette opération. « L'objectif de nos distributions est de permettre aux étudiants d'avoir accès à des produits de bonne qualité pour des petits prix », indique la vice-présidente de l'association Union pour la Terre, Perrine Dispa. Dans les paniers, on retrouve des fruits, des légumes, des œufs, des pâtes ou encore des céréales fournis par l'épicerie bio Ceci & cela. « On estime qu'un panier comme celui-là coûterait entre 10 et 12€ en magasin, ce qui constitue un vrai budget », poursuit Perrine. Pour certains étudiants, l'accès à ces produits locaux est aussi l'occasion de découvrir des recettes et d'expérimenter, comme l'explique Élise, étudiante en master à Science Po Toulouse : « Parfois j'ai des légumes que je n'ai jamais cuisinés de ma vie comme le chou ou la betterave, donc ça me permet de tester de nouvelles tartes et des soupes. » Pour réserver son panier, rien de plus simple. Il suffit de s'inscrire en ligne à partir du mercredi via la page Instagram de l'association.

La précarité, premier facteur d'échec académique

La précarité étudiante est un sujet régulièrement pointé du doigt par les organisations étudiantes. Celle-ci s'est d'autant plus aggravée durant l'inflation post-Covid. « On a vu une augmentation de la demande de paniers alimentaires liée à l'inflation. Et malgré cette croissance des prix, on est restés sur un panier à 3,50€ », explique Perrine Dispa. Le 10 janvier, un rapport de la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), première organisation étudiante représentative



Créée en 2019, l'association est gérée par des étudiants, comme Étienne qui s'est engagé cette année. ©Lucas Héritier

de France, indiquait que sur un échantillon de 7 531 interrogés, 19% déclaraient ne pas manger à leur faim et 49% confiaient ne pas avoir les moyens d'acheter des fruits et légumes frais de manière hebdomadaire. La FAGE estime ainsi que la précarité est le premier facteur d'échec académique. Pour Maëlle, étudiante en licence de Droit à Toulouse, les distributions de paniers alimentaires lui permettent d'aborder plus sereinement sa scolarité : « Je peux manger à ma faim sans trop me faire de soucis car le budget étudiant est une source de stress au quotidien. »

5 choses à savoir sur

Samuel Stella, champion de France de pizza napolitaine

Le cinquième championnat de France de pizza napolitaine s'est tenu lundi au MEETT de Toulouse. Sacré champion de France pour sa première participation, Samuel Stella nous livre les ingrédients d'un parcours atypique dans lequel tout semblait le guider vers la pizza.

Par Pierre Granger

1 Samuel Stella est le premier surpris par ce titre. Il fond en larmes après son passage, vers 11 h. Le geste d'enfournement de sa Margherita n'a pas été « correct » selon la stricte réglementation. Un geste compensé par le show qu'il fait au moment de l'étalage de sa pizza, qui épate le jury international du concours. Quelques heures plus tard, il sabre le champagne et est acclamé par les 51 autres participants. Un champion décidément passé par toutes les émotions.



Samuel Stella a été sacré champion de France de pizza napolitaine pour sa première participation. ©Héloïse Collard

2 Si la pizza est une passion pour Samuel, ce n'est pas une vocation. Le nouveau champion de France se destinait à tout autre chose, avec un bac STMG en poche et des études de droit. D'ailleurs, encore aujourd'hui, il n'est pas pizzaiolo à plein temps. Ce n'est que le soir venu qu'il se consacre à la pizzeria qu'il a ouverte avec son cousin. Il mise sur le coup de pub du concours pour développer son activité, mais il le dit lui-même, c'est la reine Margherita qui lui a porté bonheur.

3 Quand Samuel Stella commence à faire des pizzas, c'est d'abord pour ses amis, dans son garage en Moselle. Ses proches l'encouragent à poster ses photos sur Instagram. De fil en aiguille, il se fait connaître et commence à en vendre près de chez lui. Naturellement, le Sicilien d'origine rend hommage à ses racines et ouvre sa propre pizzeria par la suite.

4 Il a créé la pizza de ses rêves. Logo du Napoli greffé sur son t-shirt, il décrit cette création hommage à l'ancien club de Maradona. Imaginez une base Margherita, garnie de roquette, verte comme la pelouse d'un stade de foot. Une burrata italienne au milieu, pour le rond central du terrain, du jambon de Parme, quelques tomates cerises, du parmesan et du balsamique. Il l'a baptisée *San Paolo*, en hommage à l'ancien nom du stade napolitain.

5 Pour le champion de France, on peut faire de tout avec la pizza napolitaine. Libre à vous de garnir votre pizza de prosciutto, de champignons, de crème... Mais pas de crème fraîche ! Sur la pizza à l'ananas, il concède que c'est une question de philosophie. Sourire en coin, il affirme ne pas en mettre sur ses réalisations, mais ne le condamne pas. Il cite le chef napolitain Gino Sorbillo, adepte de la provocation, qui a récemment ajouté une pizza à l'ananas à sa carte.

Téléo arrêté pour maintenance

Inauguré en mai 2022, le téléphérique toulousain Téléo va connaître une semaine de vacances du 16 au 25 février. Quelques travaux sont nécessaires, en plus de la maintenance annuelle qui lui est consacrée.

Par Pierre Granger et Lucas Héritier



Le téléphérique sera fermé du 16 au 25 février. ©Héloïse Collard

Depuis son inauguration en 2022, il a fait 2,6 millions d'heureux, mais Téléo a besoin d'un peu de repos. Du 16 au 25 février, les portes du téléphérique resteront fermées. La raison est surtout technique : un passage par la case maintenance s'impose. Pas moins de 6000 passagers utilisent ses cabines chaque jour, or « il faut que les câbles soient bien tendus pour que cela fonctionne bien. Le téléphérique fait beaucoup d'allers-retours, et à force, les câbles se distendent », explique un agent Tisséo au quai de la station Paul-Sabatier. Pour éviter de trop tirer sur la corde, les techniciens vont donc couper les câbles, en supprimer une partie et rétablir la ligne pour le lundi 26 février. Ce contrôle technique intervient cette fois-ci hors vacances d'été,

pendant que certains seront encore au travail. Avisée, Maissara a déjà tout prévu : « J'ai vu qu'une navette était mise en place vers l'hôpital Rangueil, où je suis en stage. Elle prend plus de temps que le téléphérique, alors je me lèverai plus tôt », admet l'étudiante.

“Un vol direct”

Cette navette ralliera le métro de l'université Paul-Sabatier à l'hôpital, mais impossible d'aller de l'autre côté de la Garonne. « C'est dommage, parce que j'aime bien aller faire mes courses là-bas. Ça fait loin, mais en téléphérique c'est à dix minutes, c'est un vol direct. » Baskets aux pieds, Lucie en profitera pour faire du sport : « Je vais marcher pour venir travailler ! L'hôpital est un peu en hauteur, alors quand je monterai, ça fera mon sport du matin. » Florence, dubitative, se questionne pour sa part sur cette opération technique. « C'est sécurisé ? Je ne suis pas habituée à le prendre, alors je ne me pose pas ce genre de question habituellement. » Mais rien d'alarmant, l'opération de maintenance est pratiquée chaque année. Tisséo prévoit également le remplacement des escalators de la station de métro Carmes. Elle sera fermée dès mardi 6 février, pour un peu plus d'un mois.

L'inéligibilité pour Laurence Arribagé

L'adjointe aux sports de la mairie de Toulouse a été reconnue coupable ce lundi 29 janvier de dénonciation calomnieuse. Lors des élections législatives de 2017, Laurence Arribagé avait accusé sa rivale, Corinne Vignon, de « fraude fiscale » et de « travail dissimulé ». Le tribunal correctionnel de Paris a condamné l'ancienne députée de la Haute-Garonne à cinq ans d'inéligibilité ainsi qu'à trois ans de prison avec sursis. Son avocat, Me Éric Mouton, a annoncé faire appel de la décision.

Un drone toulousain livre des médicaments

Un drone fabriqué par l'entreprise Delair basée à Labège, poids lourd du drone professionnel dans le monde, a effectué une livraison de médicaments sur une distance de 150 km. Pendant trois heures, l'appareil a transporté une mallette de médicaments et d'échantillons de sang au-dessus des plaines du Lauragais. Cette expérience a été menée par le centre de recherche québécois ECOGENE-21, afin d'apporter des médicaments aux habitants des zones isolées.

Joyeux anniversaire Tonton !

Le bar de la Place Saint-Pierre, Chez Tonton, fête ses 45 ans. Une semaine de fête y est organisée pour retracer l'histoire de l'établissement. L'événement aura lieu du 5 au 11 février et les thèmes seront multiples. Jeux Olympix, Far West, ou encore feria, il y en aura pour tous les goûts ! Et pour ceux qui voudraient honorer le bar jusque dans leur garde-robe, une boutique de produits dérivés devrait ouvrir spécialement pour l'occasion.

En Occitanie, c'est à Rodez qu'on vit le mieux

Samedi dernier, le JDD a dévoilé le classement annuel des Villes et villages où il fait bon vivre en France. Sur les 34 808 communes de métropole, Rodez arrive à la 10^e place.

Par Axel Hourteillan



Vue d'ensemble de la ville de Rodez. ©Wikimedia Commons

Les Ruthénois ont de quoi être fiers : leur ville est celle où l'on vit le mieux en Occitanie. Au niveau national, Rodez se classe devant de grandes métropoles occitanes comme Montpellier (28^e) ou Toulouse (63^e). Angers garde sa couronne pour la troisième fois. L'association des Villes et villages où il fait bon vivre s'est basée pour ce classement sur 187 critères regroupés en onze catégories. On y retrouve les transports, la santé, la sécurité, et la qualité de vie, qui reste la catégorie la plus importante. Onze nouveaux critères sur les finances, les impôts locaux et la protection de l'environnement font leur apparition pour cette cinquième édition.

Fierté ruthénoise

Pour Christian Teyssède, maire de Rodez, cette 10^e position reflète « *les efforts et le travail collectif accomplis depuis de nombreuses années qui ont fait de Rodez un territoire où il fait bon grandir, bon travailler,*

bon vieillir ». Pour lui, sa ville « *a su prendre le virage de la modernité* ». Les habitants de la capitale aveyronnaise sont extrêmement fiers de retrouver leur ville si haute dans le classement. Au Grand Café sur la place de la Cité, Clément Chauchard, directeur de l'établissement et enfant de la commune, est ravi de cette nouvelle : « *Je suis chauvin, alors évidemment que je suis heureux pour ma ville de naissance.* » Pour lui, Rodez est un grand village : « *Ici tout le monde se connaît. Alors ça a ses côtés positifs, on est une grande famille. Mais il y a aussi des aspects négatifs, on a moins d'intimité.* » Âgé de 33 ans, ce diplômé d'école de commerce est né à Rodez et est fier de sa ville : « *Les Ruthénois sont des gens simples et accueillants. On aime se retrouver, sortir, faire la fête, manger ensemble, aller au bar.* » Habitante du « Piton », surnom donné à la ville, depuis neuf ans, Marie-Ange n'est pas du même avis, et elle le revendique haut et fort : « *Je déteste Rodez.* » Venue s'installer ici pour être près de



Le musée Soulages, monument culturel d'exception à Rodez.

©Marie Chazelas

sa fille, elle rêve depuis quelques années de déménager dans le sud-est, en bord de mer. Selon cette retraitée, les habitants de Rodez n'adressent pas la parole aux étrangers : « *Depuis que je suis installée ici, je ne parle qu'avec des visiteurs, les Ruthénois n'aiment pas parler avec les gens comme moi, qui ne viennent pas d'ici.* »

Une renommée internationale

Pourtant, Rodez attire les vacanciers étrangers. Grâce à son trafic aérien, la capitale aveyronnaise est directement reliée à Londres, Dublin et Bruxelles. Clément constate : « *Je vois énormément d'anglophones au bar, surtout pendant les vacances. Dans ces pays, Rodez et l'Aveyron ont une vraie renommée.* » De son côté, Sylvie, employée à l'office de tourisme, entend énormément de retours positifs de la part des vacanciers. Selon elle, le fait que Rodez soit « *une ville à taille humaine, où tout peut se faire à pied* » est un point

« Ici tout le monde se connaît. »

positif. En effet, pour Clément, au « Piton », on peut y trouver son bonheur dans tous les secteurs. Il explique : « *Sur le plan médical, on possède un très grand hôpital depuis 2006, une maison de santé et un EHPAD. Sur le plan sportif, on a une équipe de football en Ligue 2, une très bonne équipe d'escrime et le Tour de France passe ici une fois tous les trois ans.* » Et même si les zones commerciales sont nombreuses, l'enfant du pays estime qu'il y a « *beaucoup d'artisans au sein de la ville* ». Un constat que ne partage pas Joséphine, 75 ans, née à Rodez : « *La ville est devenue trop touristique. Avant, il y avait plein de boutiques*

artisanales, maintenant il n'y a plus que des grosses enseignes. » Elle admet néanmoins que sa ville est « *culturellement riche* ». Sylvie est du même avis : « *Rodez a un fort patrimoine culturel.* » La cité ruthénoise compte trois grands musées : le musée Fenaille, le musée Denys-Puech et le musée Soulages. Pourtant Clément estime qu'il y a encore des efforts à faire : « *Certes, on a un gros festival l'été, des humoristes qui viennent, une feria, mais le problème reste la routine. On sait ce qu'on va faire le lundi, le mardi, le mercredi, et tout le reste de la semaine.* » En matière d'emploi, Rodez est aussi bon élève. Clément s'en réjouit : « *Nationalement le chômage monte, nous ça descend. Il y a énormément d'emplois et en plus la vie est moins chère qu'ailleurs.* » Grâce à cette 10^e position, Christian Teyssède le sait, « *Rodez n'est plus regardée comme un simple carrefour agricole mais comme un fleuron régional* ». Même si l'agglomération ruthénoise possède 14 établissements d'enseignement supérieur et accueille près de 3 200 étudiants, le maire de la ville estime que pour monter encore plus haut dans le classement, la ville aurait besoin de « *nouvelles formations universitaires, et notamment des bacs +5 scientifiques* ».



La cathédrale Notre-Dame de Rodez. ©Marie Chazelas

Faute de neige, les stations pyrénéennes s'adaptent

Ces derniers jours, les Pyrénées connaissent des températures particulièrement douces. Le manteau neigeux qui avait recouvert les domaines skiables a disparu, obligeant certains à fermer.

Par Marie Chazelas



La station d'Hautacam, dans la vallée de Gavarnie, a diversifié ses activités. ©Station d'Hautacam

Des remontées mécaniques fermées, du vert à perte de vue, en plein mois de janvier les stations de ski des Pyrénées sont à l'arrêt. Un hiver très doux. Le mercure dépasse zéro degré. Il atteint même des records avec 24,6 degrés enregistrés à Ascou Lavail (Ariège), à 1 100 mètres d'altitude. Météo Pyrénées a indiqué que « *la station a explosé son record mensuel de presque cinq degrés* ». Hautacam, Val d'Azun, Chioula, ou encore Artouste, les domaines skiables ferment les uns après les autres. « *Nous attendons impatiemment la neige, nous avons dix employés pendant toute la saison pour être en mesure de répondre aux prochaines précipitations* » rappelle Julien Moreau, le directeur de Val d'Azun. Pour l'heure, le ski reste la première source de revenus. « *Nous avons observé une baisse de l'activité, les gens viennent majoritairement pour les sports de glisse* » explique Marie Florentine Hubin, directrice d'Hautacam. Ce redoux observé ces dernières années force les stations à modifier leurs offres. Vélo, tremplin, trottinette, Hautacam a fait le choix d'ouvrir un espace ludique, proposant des activités « *hors neige* ». À dix jours des vacances scolaires, « *nous avons beaucoup de questions quant à ce que les gens recherchent* » s'interroge la directrice. L'avenir pour la moyenne montagne n'est plus exclusivement tourné vers le ski. Depuis une

dizaine d'années, les domaines ouvrent de nombreuses activités « *hors neige* ». Pour Marie Florentine Hubin, « *le modèle des stations de ski construit autour de la neige est voué à disparaître, du moins pour le piémont (première montagne)* ».

Face au changement climatique

Le ski est délaissé pour s'ouvrir à une offre plus diverse. Julien Liron, de l'office du tourisme du Val d'Azun reste optimiste sur la saison, malgré le manque de neige : « *Le village propose de nombreuses activités, comme la randonnée ou des tyroliennes.* » Le manteau neigeux se fait de plus en plus rare dans les Pyrénées. En cause ? Le réchauffement climatique qui accentue ce phénomène. « *On observe une hausse des températures constante, chaque année on bat des records* » s'alarme Christophe Dedieu, président de Météo Pyrénées. La chaîne de montagne se réchauffe plus vite que le reste du globe, plus de 2°C rappelle le météorologue. Au-delà de la fermeture des domaines skiables, c'est tout un écosystème qui est en danger. Selon une étude de Nature Climate Change publiée en août 2023, les Pyrénées ne sont pas les seules concernées, la quasi-totalité des stations européennes est menacée.

Aude : gynécologie itinérante

Le 23 janvier dernier, le bus gynécologie a fait étape dans la commune de Chalabre, dans l'Aude. Les élus locaux ont présenté ce nouveau service aux habitants.

Par Théo Martin



Le bus gynécologie parcourt le canton de la Haute-Vallée. ©Département de l'Aude

En France, d'après le CNRS, 22% des femmes n'ont pas de suivi gynécologique régulier. C'est face à cette statistique alarmante que le conseil départemental de l'Aude a décidé d'agir. Si la collectivité proposait déjà des consultations pour les nourrissons, elle a décidé d'élargir ses services. Le dénommé bus PMI (Protection maternelle et infantile) propose désormais des rendez-vous de gynécologie. Ils sont assurés par une médecin spécialiste et une conseillère conjugale et familiale. Chloé Danillon, vice-présidente déléguée à l'enfance et à l'action sociale était présente à Chalabre le 23 janvier pour présenter ce nouveau service. Pour la commune, l'urgence était bien présente. Une étude d'UFC- Que Choisir place Chalabre en zone rouge gynécologie. Le premier cabinet se trouve à plus de 45 minutes de route des habitations. L'élue audoise se félicite de cette initiative : « *On se dit parfois que les services publics sont en recul,*

notamment de la part de l'État. Le département, lui, continue d'être présent et ouvre de nouveaux services. »

Gratuit et sans condition

C'est ainsi que le bus se déplace une fois par mois, alternant entre les communes de Chalabre, Espezel et Axat. L'ancien camping-car a été aménagé en conséquence. On y retrouve deux salles de consultation ainsi qu'une salle d'attente. Tout est identique à un véritable cabinet. Toutes les femmes, sans condition, peuvent s'y rendre gratuitement, avec ou sans rendez-vous. Des suivis importants y sont assurés à toutes les étapes de d'une femme. Contraception, grossesse, avortement, ménopause ou encore prévention des cancers et traitement des violences conjugales. D'après la mairie, le 23 janvier, elles étaient un peu moins d'une dizaine à passer la porte du bus gynécologie.

Trois restaurants contraints de quitter la plage

À La Grande-Motte, clap de fin pour trois paillotes ultra-priées. Le tribunal administratif de Montpellier vient d'annuler les permis de construire accordés à trois restaurants de plage. Situés sur une zone classée « espace remarquable », leur présence sur la plage est interdite par décret. Jusque-là tolérées par les pouvoirs publics au motif d'être un moteur économique pour la ville, les paillotes vont devoir déménager plus près de la ville dès 2025. Pour sauver la saison, la commune a fait appel de la décision.

Des trains à 1€ pour voyager dans toute l'Occitanie

C'est le bon plan pour voyager et découvrir la région. Ce week-end, comme tous les premiers week-ends de chaque mois, les trains liO (trains régionaux) proposent de circuler à travers toute l'Occitanie. Un accord entre la région et la SNCF qui met en vente des billets accessibles au prix de 1€ seulement.

Alerte rouge sur les risques d'allergie aux pollens

Le Réseau national de surveillance aérobiologique (RNSA) a mis à jour sa carte sanitaire des pollens. L'alerte risque d'allergie, de niveau moyen à élevé, est lancée pour le sud de la France. L'Occitanie est particulièrement concernée. La faute au beau temps, car les températures douces et ensoleillées favorisent la dispersion des pollens. Le niveau de risque a déjà fortement augmenté mi-janvier, et devrait continuer en ce sens pour les prochains jours.

Discours de politique générale : le point sur les annonces

Sur fond de crise agricole, Gabriel Attal a tenu mardi 30 janvier, trois semaines après sa nomination, son discours de politique générale à l'Assemblée nationale. Une feuille de route qui s'appuie sur une série de mesures concernant l'écologie, le travail et l'ordre, les services publics et l'agriculture. On fait le point.

Par Agnès Leguay

1 « Désmicardiser la France » : la réforme des bas salaires

Affirmant la volonté de remettre la « valeur travail » au goût du jour, Gabriel Attal a annoncé une réforme du système dès le prochain projet de loi de finances. Dans ce sens, il prévoit la généralisation des 15 heures d'activité obligatoires pour tous les titulaires du RSA (revenu de solidarité active) d'ici 2025 et la suppression de l'ASS (allocation de solidarité spécifique).

2 L'école : « la mère des batailles »

Souhaitant poursuivre son combat pour la cause éducative, l'ancien ministre de l'Éducation nationale a annoncé de nouvelles mesures. De fait, les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) seront rémunérés par l'État lors des temps de pause méridienne et les infirmières scolaires bénéficieront d'une revalorisation de salaire dès le mois de mai. Le Service national universel (SNU) est rendu obligatoire. À ce jour facultatif, le SNU sera généralisé pour tous les élèves de seconde dès septembre 2026. Des « travaux » seront lancés en vue d'une application du dispositif promis par Emmanuel Macron pendant sa campagne de 2017.

3 « Bâtir une écologie populaire » : concilier climat et croissance

Gabriel Attal, qui entend faire de l'écologie une de ses principales préoccupations, compte déposer « un deuxième projet de loi industrie verte ». Un projet qui prévoit un plan de réduction de la pollution plastique pour les cinquante sites les plus générateurs d'emballages. Malgré les controverses, le Premier ministre « assume pleinement d'être à la tête d'un gouvernement pro-énergie nucléaire ».



Gabriel Attal pendant sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale mardi 31 janvier. ©AFP

4 Une « exception agricole française » : la réaffirmation des mesures annoncées

Dans la continuité de ses engagements pris la semaine dernière, le Premier ministre a fixé de nouveaux objectifs pour calmer la colère agricole. Cela se traduit par l'inscription de la souveraineté alimentaire dans la loi et le déblocage de fonds pour les viticulteurs.

5 « Débureaucratiser la France » : des mesures de simplification

Le chef du gouvernement a également plaidé pour la débureaucratiation du pays. En clair : faciliter les démarches administratives qui ralentissent le développement de l'industrie française. Un projet de loi visant à « transformer et libérer l'économie » est promis pour le printemps prochain.

Tour d'horizon des réactions politiques

La prise de parole de Gabriel Attal a beaucoup fait réagir. Si la majorité présidentielle a apporté son soutien au nouveau cap du gouvernement, l'opposition s'est montrée plus sceptique sur le discours du Premier ministre.

Par Bruno Baratto



Photos ©AFP

« Il y a eu un discours extrêmement fort sur l'ordre, l'autorité, la question du travail, le service public et un **message** très direct adressé aux agriculteurs. »

Maud Bregeon, porte-parole des députés Renaissance (RE), à l'Assemblée nationale.

« L'exercice auquel nous venons d'assister tient du rituel, un rituel presque mécanique qui l'est plus encore aujourd'hui. Un catalogue, une succession de **promesses** diverses et variées sans lien entre elles et d'un niveau pour le moins inégal. »

Marine Le Pen, leader du Rassemblement National (RN), sur X.



« Attal est très mécontent car le peuple refuse d'admettre qu'il va au paradis. Il punit durement les ingrats : suppression du SMIC, travail gratuit obligatoire pour le RSA... Le discours le plus **réactionnaire** depuis un siècle. »

Jean-Luc Mélenchon, chef de file La France Insoumise (LFI), sur X.

« Le discours du Premier ministre a manqué de vision. Notre pays a besoin de réformes profondes et d'ambitions sur la sécurité, la baisse des prélèvements obligatoires, l'industrie, l'écologie... Le conseiller communication d'Emmanuel Macron a fait du **marketing** politique. »

Éric Ciotti, président des Républicains (LR), sur X.



« Retour dans les **années 60**. Tel est l'esprit de ce discours. Mais nous ne sommes plus dans les années 60. Et nier le changement d'époque c'est refuser de l'affronter. »

Sandrine Rousseau, député Europe Écologie-Les Verts (EELV), sur X.

Nestlé a-t-il poussé le bouchon en traitant ses eaux minérales ?

Lundi 29 janvier, Nestlé Waters a reconnu avoir utilisé des techniques de purification interdites sur des eaux vendues comme « minérales naturelles ».

Par Apolline Carré-Guillem et François Le Grelle

En théorie, les eaux minérales naturelles ne sont pas traitées, contrairement à l'eau du robinet. Pourtant, une enquête conjointe du Monde et de Radio France, publiée mardi 30 janvier, révèle qu'environ un tiers des eaux minérales naturelles françaises ont illégalement recours à des purifications. Contrex, Hépar, Vittel, St-Yorre ou Perrier, l'ensemble des marques du groupe suisse ont usé de ces pratiques. Nestlé Waters a essayé de faire son mea-culpa en reconnaissant la veille de la sortie des révélations, qu'elle avait bien utilisé des traitements interdits. Ces derniers ont permis « de garantir la sécurité alimentaire » se défend le géant de la boisson, même s'ils « ont mené l'entreprise à perdre de vue l'enjeu de conformité réglementaire ». Une déclaration qui fait réagir de nombreux acteurs du monde alimentaire. Y compris Bernard Schmitt, l'ancien médecin membre du collectif Eau 88. « C'est purement une réaction du service communication afin de préserver l'image de la multinationale. » Il estime que le leader de la vente d'eau a brisé le contrat de confiance avec les consommateurs. « Il n'y a plus de contrôles externes depuis longtemps donc on n'a pas moyen de savoir si le

problème est réglé. »

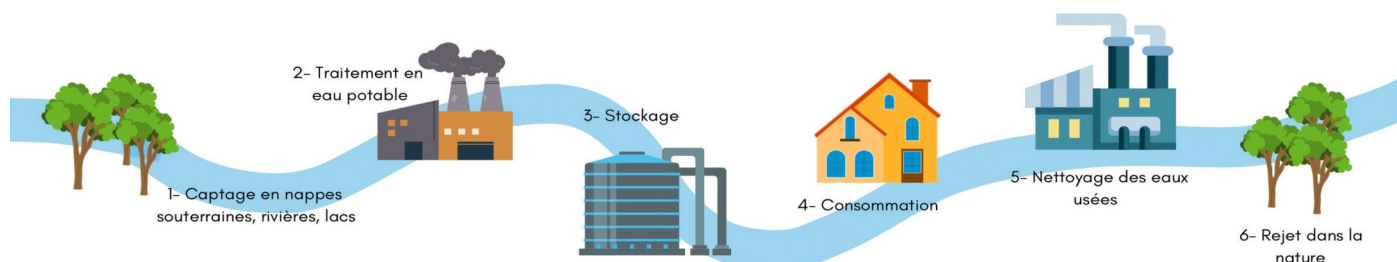
Une enquête ouverte pour tromperie

Mercredi 31 janvier, une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet d'Épinal pour tromperie contre Nestlé Waters. Cette procédure fait suite à un signalement de l'agence régionale de santé, alors que l'entreprise soutient avoir arrêté les traitements interdits au cours des trois dernières années. Les investigations sont désormais entre les mains du service national des enquêtes de la Répression des fraudes, la DGC-CRF, pour vérifier si l'appellation « eau minérale naturelle » est trompeuse ou pas. Des poursuites judiciaires et une polémique que Nestlé pourrait rapidement surmonter grâce à sa réputation mondiale, sauf si de nouvelles révélations prouvent une pollution permanente de ses sources. Le cas échéant, ce dernier pourrait être contraint de fermer certains sites ou de déclasser son eau en « eau rendue potable par traitement ». Un marché différent susceptible de changer le modèle économique du groupe, car les marges sont moins élevées.

Le circuit de l'eau minérale



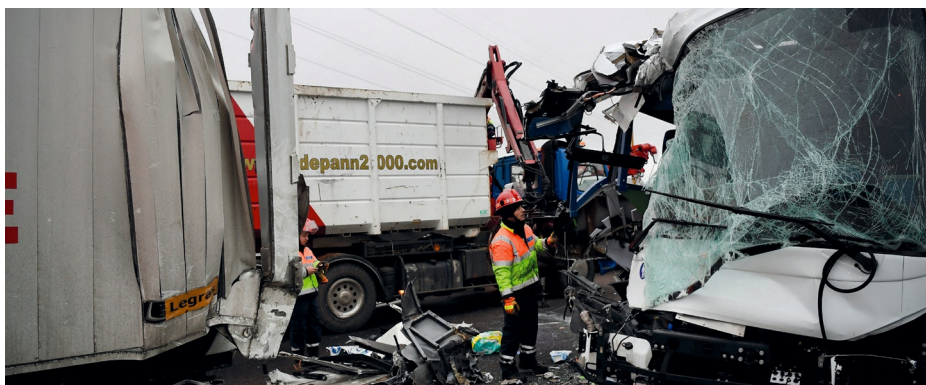
Le circuit de l'eau du robinet



L'Assemblée crée « l'homicide routier »

Le texte, transpartisan, ne prévoit pas de modifications de peine d'emprisonnement, mais élargit les circonstances aggravantes.

Par **Timothée Piette**



Un accident sur l'A13 fait 65 blessés à la suite d'un acte d'inattention d'un des conducteurs, le 30 janvier 2017. ©AFP

C'est là un bien beau changement de sémantique que les associations attendaient. L'Assemblée nationale a adopté par une large majorité la proposition de loi créant le délit « d'homicide routier », ce mercredi 31 janvier. Un texte transpartisan porté par Anne Brugnera (Renaissance) et Éric Pauget (LR). Dans les faits, l'homicide routier remplace l'homicide involontaire avec circonstances aggravantes. La loi, qui doit désormais être adoptée par le Sénat, ne modifie pas les peines. Un individu coupable d'homicide routier encourt toujours jusqu'à dix ans de prison. Il peut aussi se voir confisquer son véhicule, et être interdit de repasser son permis durant dix ans. Des mesures coercitives, mais difficilement applicables, selon Julien Thibault. Le président de l'association Victimes et citoyens se réjouit malgré tout de l'adoption de la loi par l'Assemblée : « Ça permet une meilleure compréhension des comportements

dangereux. Ceci étant, on aurait souhaité un permis qui soit uniquement valable aux heures de travail, un suivi médical obligatoire ou un délai de jugement plus rapide. »

3 170 personnes mortes sur les routes en 2023

Les circonstances de l'homicide sont élargies : le téléphone au volant et la prise de substances psychoactives sont désormais considérés comme des critères pour l'homicide routier. Le décès en 2022 d'Antoine Alléno, fils du chef étoilé Yannick Alléno ; puis l'accident de Pierre Palmade début 2023 ont relancé la question d'une juridiction spéciale aux accidents routiers. Julien Thibault dénonce le double-discours du gouvernement, trois semaines après la fin du retrait de points pour les petits excès de vitesse. En 2023, 3 170 personnes ont perdu la vie sur les routes. Selon le ministère de l'Intérieur, « les stupéfiants et l'inattention » étaient responsables de 13% de ces décès.

IVG : les députés adoptent son inscription dans la Constitution

Mardi 30 janvier, l'Assemblée nationale a voté le projet de loi qui « détermine les conditions dans lesquelles s'exerce la liberté garantie à la femme d'avoir recours » à l'interruption volontaire de grossesse (493 voix pour, 30 voix contre et 23 abstentions). Une avancée pour le texte, qui doit désormais être examiné le 28 février par le Sénat. Les partisans de l'inscription dans la Constitution espèrent que des voix perdues par la droite aux sénatoriales aideront à faire pencher la balance

JO 2024 : la prime des policiers et gendarmes revue à la hausse

Gérald Darmanin a annoncé une prime allant jusqu'à 1900 euros pour les policiers et gendarmes mobilisés lors des Jeux en France. Ces derniers avaient manifesté le 18 janvier pour protester contre les conditions de leur mobilisation l'été prochain. Ils obtiennent une augmentation de 900€ par rapport à la somme wannoncée initialement. Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur promet 15 jours de congé cet été à chaque agent en dehors de la période comprise entre le 24 juillet et le 11 août.

Société : l'inflation a ralenti à 3,1% en janvier selon l'Insee

Un chiffre au plus bas depuis deux ans : 3,1% d'inflation en janvier 2024 contre 3,7% en décembre 2023. D'après une estimation publiée mercredi 31 janvier 2024 par l'Insee, cette baisse est due au ralentissement des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés. Et bonne nouvelle : cette tendance pourrait se poursuivre. A contrario, les prix des services et du tabac continuent d'augmenter en ce début d'année.

La crise en mer Rouge submerge le monde

Volvo, Shell, Danone, ... Lundi 29 janvier, Tesla a rejoint la liste des entreprises impactées par les attaques houthistes au large du Yémen. Des tensions économiques et diplomatiques qui alarment l'ordre international.

Par Ludmilla Crémoux



Depuis novembre 2023, les Houthis s'en prennent aux navires « liés à Israël » au large du Yémen. © AFP

Le géant de l'automobile électrique est contraint de mettre à l'arrêt sa seule usine européenne, faute de pièces détachées. Depuis novembre dernier au large de la mer Rouge, les attaques des rebelles yéménites en soutien aux Palestiniens empêchent l'accès au Canal de Suez. Selon Natalia Gaucher, chercheuse en droit du commerce international, même si « les transporteurs se débrouillent pour contourner la mer rouge et passer par le Cap de Bonne-Espérance », cet itinéraire ajoute dix jours de voyage à l'acheminement des marchandises jusqu'en Europe. La CNUCED, agence des Nations unies pour le commerce et le développement, estime que le volume des échanges passant par le canal a baissé de 42%. Les conséquences sont « *dévastatrices pour le commerce et les chaînes d'approvisionnement mondiales* » d'après le secrétaire général de l'organisation. En réponse à ces attaques, les États-Unis mènent une coalition internationale contre les Houthis, qui compte plus de 20 membres, dont la France. L'Union européenne a

annoncé la semaine dernière, lui apporter son soutien dans la zone. La Russie dénonçait devant les Nations unies le caractère « douteux » de la licéité d'une telle coalition au regard du droit international.

- 42%
**C'est la baisse des échanges
 qui passent par le Canal de Suez
 depuis le début
 du conflit.**

Proche-Orient : la question palestinienne paralyse le monde

Entre verdicts de la Cour internationale de Justice et révélations sur le financement de membres du Hamas, les Nations Unies nagent en eaux troubles. La crise au Proche-Orient, qui s'étend désormais en mer Rouge, ne cesse de diviser alors que Gazaouis et Israéliens cherchent une issue à la guerre.

Par Martin Tahon

L'UNRWA, l'agence qui cristallise les tensions

C'est une décision qui pourrait plonger les Gazaouis dans la détresse. Le lundi 29 janvier, les plus gros donateurs à l'Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) ont suspendu leurs financements. L'annonce fait suite à des révélations de l'UNRWA, qui a reconnu qu'une douzaine de ses membres avaient participé à l'assaut de la rave party en Israël - le bilan de la tuerie du 7 octobre s'élève aujourd'hui à 1 140 victimes. Neuf de ces responsables ont été licenciés, deux sont en attente d'identification et le dernier a été déclaré mort par l'agence. En réaction, dix-sept pays ont coupé les fonds à l'UNRWA, à commencer par les États-Unis, suivis par le Commonwealth, le Japon, et plusieurs pays de l'Union européenne (parmi lesquels l'Allemagne, l'Italie ou encore les Pays-Bas). L'organisation a, quant à elle, diligenté un audit sur le fonctionnement de l'agence avant de se prononcer, tandis que l'ONU a lancé une enquête interne.

Une suspension des aides menaçant Gaza

Près de 500 millions d'euros (sur 850) sont désormais gelés, compromettant le paiement des 13 000 employés de l'agence dans la bande palestinienne. Son commissaire général, Philippe Lazzarini, alerte dans un communiqué sur le fait que « 2 millions de personnes dépendent [de cet argent] pour leur simple survie ». Sans soutien des donateurs, la seule possibilité pour l'UNRWA serait d'emprunter auprès du fonds central d'intervention d'urgence des Nations unies. Mais l'unité qui se consacre à la recherche de ces partenariats est très restreinte. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a reçu ce mardi 30 janvier les principaux donateurs de l'UNRWA pour alerter sur la situation. Le lendemain, d'autres chefs de l'organisation s'alignaient sur sa position visant à assurer « la continuité des opérations de l'agence ». Le bilan des morts à Gaza, qui s'élève actuellement à plus de 26 000, pourrait

encore s'alourdir. Cette semaine encore, des milliers de Gazaouis subissent les bombardements à Khan Younès, où l'armée israélienne cible l'hôpital Nasser.

La CIJ met les pays en porte-à-faux

Le dernier verdict de la plus haute juridiction de l'ONU a renforcé les clivages. Le 26 janvier, la Cour internationale de justice a sommé Israël d'autoriser l'accès humanitaire à Gaza et d'empêcher tout éventuel acte de « génocide ». C'est l'Afrique du Sud qui avait lancé la procédure, estimant que l'État hébreu violait la Convention sur le génocide de 1948. Une décision qui soulage l'ambassadrice de Palestine en France : « même si l'examen de l'affaire prend des années, le temps de se rendre sur place et lancer des commissions d'enquête ». Hala Abou Hassira salue l'adoption de ces ordonnances d'urgence qui ont la particularité d'être juridiquement contraignantes : « Elles mettent tout le monde devant ses responsabilités. D'ici un mois, Israël doit rendre un rapport prouvant qu'ils n'ont pas ciblé les civils et ont laissé passer les convois humanitaires. »

Un versement des fonds salubre

Les nations reconnaissant l'autorité de la CIJ et signataires de la Convention de 1948, dont la plupart viennent de suspendre leur financement de l'UNRWA, se retrouvent ainsi en plein paradoxe. Les USA ont renoncé au soutien de l'agence, seul organisme en mesure d'intervenir à Gaza, alors qu'ils en sont les premiers bailleurs. L'interruption des financements accentue le blocage matériel qui existe déjà à Rafah, à la frontière égyptienne, où s'entassaient 1,3 millions de déplacés. « En tant qu'organisation soumise aux normes des Nations unies et déficitaire depuis des décennies, il faut les soutenir, urgemment, et pas l'inverse », conclut-elle. En suspendant leurs aides à l'UNRWA, les États « pourraient se rendre complice de génocide », avertit l'ambassadrice.

Trois pays rompent avec la CÉDÉAO

Dimanche soir, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont annoncé se retirer simultanément de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Par Ludmilla Crémoux



Les trois pays sahéliens sont soutenus par la population. ©AFP

« **T**out le monde a été mis devant le fait accompli » lorsque les porte-paroles des régimes militaires du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont annoncé quitter la CÉDÉAO dont ils étaient membre depuis 1975. À travers un communiqué commun, ils qualifient l'organisation sous-régionale de « menaces pour ses États membres et les populations ». Ils dénoncent « l'ingérence étrangère » dans l'organisation, les « sanctions illégales, illégitimes » à leur encontre et regrettent le manque d'assistance de la communauté économique dans leur « lutte existentielle contre le terrorisme ». Fanny Noato Kabre, correspondante TV5 Monde à Ouagadougou, affirme que l'accusation d'ingérence vise particulièrement la France. « La population reproche la mainmise de l'Occident sur la CÉDÉAO et les pays refusent les sanctions au cas par cas. » Pour la journaliste, les sanctions adoptées par l'organisation suite aux coups d'États ne sont pas justifiées aux yeux des chefs militaires

pour qui les putschs « répondent aux aspirations de la population ». La CÉDÉAO affirme n'avoir à ce jour reçu aucune notification formelle des trois États membres. Pour Fanny Noato Kabre, ce n'est que « le début d'un feuilleton qui va durer plusieurs jours » avant de comprendre les conséquences concrètes du retrait. Cela représente toutefois « un vrai risque d'isolement économique et diplomatique » de ces pays du Sahel qui ne possèdent aucune bordure littorale.

« Aujourd'hui, c'est le port de Lomé, qui ravitaille le Burkina, y compris pour les produits de première nécessité » souligne-t-elle. La CÉDÉAO garantit la libre circulation au sein de ses membres, le retrait de l'organisation impliquerait donc des négociations pour les visas et les cartes de séjour. Pour Robert Dessouassi, membre de l'Autorité du Bassin de la Volta, ces conséquences épineuses n'ont pas freiné les trois pays dans leur volonté de gagner en autonomie politique et économique.

Europe : accord trouvé pour l'aide à l'Ukraine

Jeudi 1^{er} février, les 27 pays de l'Union européenne s'accordent pour une aide de 50 milliards d'euros (33 milliards de prêt et 17 milliards de dons) pour soutenir l'Ukraine. Viktor Orban lève donc son veto en vigueur depuis le mois de décembre. Le premier ministre hongrois, proche du Kremlin, était le seul chef d'état à s'opposer à cette mesure. L'Ukraine, quant à elle, salue la « contribution » de l'Union européenne à une « victoire commune » contre la Russie. Ursula von der Leyen s'est réjouie d'un « bon jour pour l'Europe ».

Arménie : Erevan rejoint la Cour pénale internationale

L'Arménie est devenue officiellement un état de la Cour pénale internationale. Une décision jugée « inamicale » par le Kremlin, allié historique de ce pays du Petit Caucase. De par ce choix, l'Arménie s'éloigne de la Russie, à qui elle reproche son inaction apparente dans le conflit qui l'oppose à l'Azerbaïdjan. Pour sa part, le gouvernement nie sa passivité pendant l'offensive de l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh.

Colombie : les incendies font rage

17 000 hectares de forêts ont déjà été ravagés par les flammes qui sévissent depuis novembre. La capitale, Bogota, regroupant huit millions d'habitants n'est pas épargnée non plus par les flammes. Gustavo Petro, le chef de l'État a décrété l'état de catastrophe naturelle et demande l'aide de la coopération internationale. D'origine humaine, ces incendies sont intensifiés par la sécheresse due au réchauffement climatique. De nombreux colombiens craignent pour leur santé, alors que la capitale est recouverte d'une épaisse fumée toxique.

Le roi Arthur

De retour sur ses terres après son épopée australienne, Arthur Cazaux était attendu pour son entrée en lice à l'Open Sud de France. 8 000 Montpelliérains étaient présents pour encourager leur protégé.

Par Arthur Groult et Bastien Larrieu



Arthur Cazaux a pu compter sur le soutien des siens pour son entrée en lice à Montpellier. ©Jean Baptiste Autissier

C'est sous une ovation digne d'une rockstar qu'Arthur Cazaux pénètre sur le court Patrice Dominguez de la Sud de France Arena. Quasi-vides jusque-là, les tribunes se sont remplies pour accueillir la nouvelle sensation du tennis français. À l'annonce de son nom, une clameur retentissante couvre la voix du speaker. Concentré, les yeux écarquillés, il salue les supporters d'un geste de la raquette. Dès son premier point à l'Open Sud de France, les premiers chants sont entonnés : « *Cha-la-la-la-la-la-la, allez Arthur !* » Porté par les encouragements, le Montpelliérain remporte les dix premiers points face à l'Allemand Marterer. Il survole la première manche en 34 minutes, profitant d'une ambiance des grands soirs. Un véritable atout pour le local qui, en conférence de presse, confirmera « *aimer ce genre d'atmosphère.* » Au début du second set, le match s'équilibre. Moment choisi par le public pour redoubler de ferveur. Et ça marche ! Marterer multiplie les gestes d'agacement en direction du public, son autre adversaire du soir. La partie finit par basculer définitivement en faveur d'Arthur Cazaux. Sur une ultime volée gagnante, il fait exulter la salle. Avant de pointer

du doigt son clan puis ses supporters, comme pour leur dédier cette victoire. Certains étaient déjà présents à Melbourne pour soutenir le Français. À la demande d'Arthur, l'organisation du tournoi a invité ces fidèles soutiens. Ces derniers se sont organisés avec les amis du joueur de 21 ans afin de créer un « *vrai groupe de supporters* ». Cette trentaine de survoltés s'est démenée corps et âme pour entraîner les quelque 8 000 spectateurs. « *On a mis le feu ! Mais ça manquait encore de coordination* », sourit Ilyas, maillot floqué « Cazaux » sur le dos.

La « Cazauxmania »

Des balbutiements que n'a pas perçus le 83^e joueur mondial : « *J'ai pris beaucoup de plaisir. J'espère qu'il y aura autant de monde pour mon prochain tour.* » Il faut dire que pour sa première dans le tableau principal de son tournoi, l'engouement était au rendez-vous. Les pongistes Félix et Alexis Lebrun, le footballeur Téli Savanier : le gratin du sport montpelliérain était présent pour soutenir son étoile montante. Outre les stars, Cazaux attire les foules. Des petits aux grands, des novices aux mordus de tennis. « *On a nos places pour la journée mais c'est pour Arthur qu'on est là* », explique Odette, venue en famille. Reconnaisant, Arthur Cazaux a passé de longues minutes avec ses fans à l'issue du match. Selfies, autographes, tous ont eu le droit à leur moment privilégié. À Montpellier, elle n'aura duré qu'un match (élimination au second tour face à Auger-Aliassime), mais la « Cazauxmania » est née.



Arthur Cazaux en plein service. ©Jean Baptiste Autissier

Nils Allègre : « Je l'attendais cette victoire ! »

Après 102 départs en Coupe du monde de Super-G, Nils Allègre est enfin monté sur la première marche du podium. Des années de travail récompensées par cette victoire à Garmisch-Partenkirchen en Allemagne.

Par Ernestina Granger

Qu'est-ce que ce succès représente pour vous ?

C'est l'aboutissement total ! Cela fait 20 ans que je travaille pour ça. Gagner à 30 ans, c'est magnifique. J'ai traversé des moments très compliqués. Des blessures mais aussi des choses qui vont bien au-delà du ski. Je n'ai jamais rien lâché. Aujourd'hui, je me sens bien et je peux exploiter mes capacités au maximum. Cette victoire, c'est la mienne. Elle le restera.

Comment avez-vous vécu l'attente après votre descente ?

J'ai eu peur de me faire couper l'herbe sous le pied, encore une fois. En début de saison à Val Gardena, j'étais troisième sur la ligne. Tout le monde pensait que c'était plié. Finalement, d'autres sont passés devant et j'ai manqué le podium. Je ne voulais pas revivre ça. J'ai senti l'émotion monter, je suis un grand sensible. Mais j'ai retenu tout ce que j'ai pu.

Une fois sacré, quelle a été votre première réaction ?

Là, pour le coup, j'ai tout lâché. J'ai vite été submergé par l'émotion, j'étais tellement soulagé. J'ai pensé à beaucoup de choses, tout se bousculait dans ma tête. On s'est pris dans les bras avec les mecs de l'équipe, avec le staff. Ils m'ont

félicité. Ce sont des moments qui resteront gravés.

Il y a trois ans, vous finissiez au pied du podium sur cette même piste, est-ce une revanche ?

Une revanche, non. Il y a tellement de courses... On n'a pas le temps de ruminer, on regarde toujours vers l'avant. Mais Garmisch est une piste que j'apprécie et, surtout, la neige me convenait bien. C'était un peu salé et ça collait parfaitement avec mon matériel qui était exceptionnel ce week-end. J'avais des sensations incroyables ! C'est grâce à mon technicien Frédéric Ottobon. Il fait un travail de dingue.

Était-ce difficile de garder le moral et la motivation après cette longue période de disette ?

C'est vrai que je l'attendais cette victoire. Cela faisait un moment que je tournais autour. Ces derniers temps j'ai enchaîné pas mal de bons résultats. Je n'étais jamais loin, mais jamais tout devant. Je commençais presque à me résigner. Finalement, je gagne ce week-end. C'est fou !

Les récents succès de Cyprien Sarrazin vous ont-ils inspiré ?

Forcément. On vit ensemble toute l'année donc on ressent cette émulation quand nos partenaires réalisent de belles performances.



Nils Allègre a remporté son premier Super-G à Garmisch-Partenkirchen. ©Nils Allègre

C'est la bonne entente au sein du groupe qui ressurgit en ce moment. On est une bande de potes et on a traversé des choses qui nous lieront à vie. C'est un sport individuel mais nous sommes bien plus que des individualités. On se pousse tous mutuellement. C'est ça le plus beau.

On sait que vous êtes fan de Renaud, quelle phrase avez-vous écrite dans l'élastique de votre masque ?

« Mes souvenirs sont une flamme. Comme un phare dans la nuit. » Dans la chanson, *Adieu l'enfance*.

Placette - Richard : unies pour Paris !

Les beach-volleyeuses Lézana Placette et Alexia Richard devraient représenter la France aux J.O. de Paris. À six mois de l'évènement, leur cohésion est leur principal atout.

Par Lucas RODRIGUEZ



Alexia Richard (à gauche) et Lézana Placette (à droite). ©Conny Kurth

Actuellement en stage de préparation au Brésil, Alexia Richard et Lézana Placette forment un duo soudé. Au fil des années, les deux jeunes femmes ont noué une relation forte, qui tient en dehors des terrains. « On a commencé à jouer ensemble en 2014 », explique Lézana, native de Grenoble. « Mais on s'est connues avant », souligne Alexia, originaire de La Teste-de-Buch. La rencontre a lieu il y a plus de dix ans, lors des championnats d'Europe. « Je l'ai même battue deux fois », taquine Alexia. Désormais partenaires sur le sable, elles n'étaient pourtant pas destinées à jouer ensemble. Elles s'accordent : « Au début, on ne pouvait pas se voir. Mais dès qu'on était du même côté du filet, c'était différent. » C'est en 2014, au CREPS de Toulouse, que la Fédération française de volley crée cette union. Toutes deux ambassadrices de l'Armée

de l'air, elles partagent beaucoup de moments ensemble. Car cette amitié ne se résume pas qu'aux terrains ensablés. Leur maître-mot : la complémentarité. Lézana n'étant pas la meilleure cuisinière, c'est la Girondine, accroc au saucisson, qui s'occupe de concocter de bons petits plats.

Les Jeux en ligne de mire

Alexia et Lézana représenteront, sauf surprise, la France aux Jeux olympiques de Paris cet été. « *Le rêve d'une vie* » pour les deux athlètes. « *En plus, les matchs seront sous la Tour Eiffel* », s'émerveille la Grenobloise. Pour obtenir leur ticket pour Paris, les Françaises ont plusieurs possibilités : figurer dans le top 17 mondial ou remporter le tournoi olympique continental, dont les finales se dérouleront en juin prochain. Le plus important pour les deux jeunes femmes : se préparer au mieux, sans griller les étapes. Elles plaisantent : « *Pour l'instant, la pression on se contente de la boire.* » D'autant que la France, pays hôte, bénéficiera d'une invitation. Il ne fait nul doute que Lézana Placette et Alexia Richard seront choisies par la Fédération. 20 ans après, elles marqueront le retour de la France sur la scène olympique de beach-volley.

Coup d'envoi des six nations !

La France et l'Irlande donnent le coup d'envoi du Tournoi des six nations 2024 ce vendredi à 21 h. Plus de trois mois après leur élimination en quarts de finale du dernier Mondial, les Bleus défient les tenants du titre irlandais sur la pelouse du Stade Vélodrome de Marseille. Un choc au sommet entre les deux meilleures sélections européennes, vainqueures des deux dernières éditions du Tournoi.

Dépôt de bilan pour Blagnac

Le Blagnac Rugby a acté ce mercredi son dépôt de bilan. Confronté à de grandes difficultés financières, le club de Nationale a mis un terme à sa saison lors d'une réunion interne. Une descente aux enfers pour Blagnac qui disputait les demi-finales du championnat la saison passée. Le club haut-garonnais avait récemment vécu une intersaison mouvementée avec la venue d'un nouveau président et d'un nouveau staff.

Hamilton chez Ferrari en 2025

Lewis Hamilton va quitter Mercedes pour rejoindre Ferrari à l'issue de la saison 2024. Ce jeudi 1^{er} février, l'écurie au cheval cabré a officialisé l'arrivée du septuple champion du monde, à compter de 2025. Le Britannique rejoindra Charles Leclerc au sein de la Scuderia. Il aura passé douze saisons au sein de l'écurie allemande, remportant à ce jour sept championnats du monde des pilotes. Le pilote espagnol Carlos Sainz est poussé vers la sortie.

Double Je : l'exposition pour comprendre l'IA

Après trois années de préparation, le Quai des Savoirs à Toulouse dévoile son exposition « IA Double Je », interrogeant notre rapport à l'intelligence artificielle.

Par Océane Louault



Après Toulouse, l'exposition « IA Double Je » s'installera à Paris. ©Héloïse Collard

Le 11 mai 1997, le meilleur programme informatique conçu par IBM battait Garry Kasparov, le champion du monde d'échecs. Vingt ans plus tard, une question nous taraude toujours : l'homme va-t-il perdre la maîtrise au profit de la machine ? C'est ce que le directeur du Quai des Savoirs, Laurent Chicoineau, cherche à décrypter au fil de cette nouvelle exposition, « IA Double Je ». Du 2 février au 3 novembre 2024, elle va tenter d'expliquer l'influence des nouvelles technologies sur l'humain et notre société, tout en croisant les arts et la science.

Confronter l'esprit critique du visiteur

Au travers de récits et de témoignages, « IA Double Je », revient sur les racines historiques de l'IA par le biais de décors graphiques et d'effets sonores épurés. L'exposition interroge l'esprit critique du visiteur en le confrontant à cinq modules parmi lesquels il doit jouer et se tester lui-même. Dans le

second module par exemple, il est possible d'étudier des mammographies à l'aide de l'intelligence artificielle pour y déceler une tumeur du sein. Plus de cinquante partenaires ont accepté de collaborer avec le Quai des Savoirs pour proposer une expérience immersive et éducative. Présente dans nos vies à bien des échelles, l'IA régit nos données personnelles, détecte certaines tumeurs, localise des décharges et classe certaines zones en fonction du risque d'incendies. L'exposition interroge aussi sur des phénomènes qui inquiètent comme la reconnaissance faciale, l'impact des nouvelles technologies sur l'environnement et le manque de réalisme de certaines photos générées par Midjourney par exemple. Au bout du troisième module, on vous donne à écouter des témoignages factices de plusieurs corps de métiers cohabitant avec l'intelligence artificielle. Au cours de la visite, un quiz interroge la place de l'IA dans la société.

Une machine peut-elle penser ?

Entre craintes et fascinations, la course au développement des nouvelles technologies tend à prendre une place beaucoup plus importante dans le futur. Qui contrôle l'IA ? Une machine peut-elle créer ? Peut-elle penser ? Face à ces questions, des professionnels issus du monde sociologique, scientifique et philosophique répondent par des interviews enregistrées. « Cette rétrospective s'intéresse à notre relation à l'IA, "Double Je", c'est un jeu de mots. On se demande si l'intelligence artificielle ne serait finalement pas un double de nous-même », affirme Laurent Chicoineau. En fin de visite, une autre expérience vous met face à une autre crainte : sommes-nous irremplaçables ?

Musées toulousains : le grand boom des fréquentations

Près de 3,3 millions de visiteurs ont franchi les portes des musées toulousains en 2023 annonce la mairie. Un record de fréquentation qui donne le sourire aux acteurs culturels de la Ville rose.

Par Camille Juanicotena

Les musées, monuments et établissements de culture scientifique de Toulouse ont connu une hausse de fréquentation de 23% par rapport à 2022 selon le rapport de la mairie, diffusé le 24 janvier dernier. « *La qualité et la diversité des offres d'expositions* » ont permis cette grande progression assure Francis Grass, adjoint au maire en charge de la culture. Nikki de Saint Phalle et Alberto Giacometti, voilà les deux expositions que les amateurs d'art retiendront en 2023. Proposées par les Abattoirs, ces dernières ont attiré près de 235 000 curieux. L'illustre musée des Augustins fermé depuis 2019 a su séduire, lui aussi, 133 868 visiteurs lors de sa réouverture estivale du 24 juin au 16 octobre 2023. La gratuité des entrées, les conditions météorologiques et l'intérêt porté aux oeuvres ont ravi les Toulousains, explique Ghislaine Gemin, chargée de communication du musée. « *En trois mois et demi nous avons eu autant de visiteurs qu'en un an en période normale* », précise-t-elle.

Big bang scientifique...

Un peu plus d'un tiers des visiteurs, en 2023, se sont rendus dans les cinq musées scientifiques (le Museum, le Quai des Savoirs, Aeroscopia, la Cité de l'espace et l'Envol des Pionniers) de la Ville rose. « *Aeroscopia a connu la meilleure progression avec plus 20% de curieux par rapport à 2022* », confirme Francis Grass. La culture scientifique plaît de plus en plus poursuit le politique. Au Quai des Savoirs, Laurent Chicoineau lance la toute nouvelle exposition autour de l'Intelligence Artificielle (IA). Après le grand succès de « *Feux, Mégafeux* » en 2023, le directeur de l'établissement espère dépasser la barre des 64 000 entrées. Développer l'esprit critique des citoyens par rapport aux machines, voilà l'objectif qu'il s'est fixé. Depuis huit ans, le Quai des Savoirs s'efforce de vulgariser

la science. « *“L'Intelligence Artificielle, Double Je”, c'est une exposition symbolique de ce qu'on a envie de faire ici* », conclut Francis Grass présent lors du lancement.



Les visiteurs découvrent des avions incoutournables tel que l'A300B, le premier Airbus de l'histoire. ©Camille Juanicotena

...et bien plus en 2024

Le 2 février, le Quai des Savoirs laisse place à l'IA alors que les Jacobins et Saint-Raymond mettent à l'honneur les « *Cathares, Toulouse dans la croisade* » (du 5 avril 2024 au 5 janvier 2025). La restauration de la basilique Saint-Sernin, fin 2024, est également un événement attendu. À cette même date, la fondation Bemberg rouvrira ses portes après plus de trois ans de travaux. L'établissement rassemblera une vaste collection de tableaux, bronzes et objets d'art de la Renaissance. De nouvelles expositions, mais aussi de nouvelles salles, un accès pour les personnes à mobilité réduite ou encore un café ont pris place dans le célèbre hôtel d'Assézat. Des réouvertures, des expositions inédites, « *tout cela va profiter à l'essor culturel de Toulouse* », achève Francis Grass.

J'ai testé pour vous

Le Comedy Club (underground)

Dans le quartier Compans-Caffarelli, une scène de stand-up prend ses quartiers tous les lundis soir au sous-sol du restaurant le Kalimera. Crash-test de ce lieu atypique.

Par Apolline Carré-Guillem

Dans une assiette en carton flottent quelques feuilles de salade huileuses, et plusieurs gros morceaux de feta. « Feta offerte » précise l'ardoise à l'entrée. Fourchette en plastique à la main, pour étaler le fromage sur le pain, notre groupe de quatre prend son mal en patience. En principe, la représentation a lieu tous les lundis soir à 19 h 30. Dans les faits, en nous voyant arriver à 18 h 50 (pour avoir de bonnes places), le patron du Kalimera a ouvert de grands yeux surpris. « 19 h 30 ? C'est plutôt 20 h... Faut déjà que l'organisateur arrive. » Une pinte plus tard et après avoir observé de près la centaine de stickers aux messages divers qui ornent les toilettes, il est l'heure de s'installer. Dans le fond du bar, un escalier en colimaçon conduit vers le sous-sol. Des bancs face à un tabouret, une pièce sans fenêtre qui lui vaut le surnom de « cave »... en prenant place, on a l'impression de faire partie des initiés, de partager un secret. Sur cette scène dédiée à l'apprentissage, qui porte justement le nom de Fabrique du rire, on ne commence pas le show avant de prôner la bienveillance. « On est là pour s'entraîner ! Certaines blagues naissent ici, et d'autres mourront ici. Il faut respecter ça », lance le maître de cérémonie dans un sourire taquin. Avotra Andrianoroosa, 27 ans, fait partie du duo à l'origine du projet. Avec son amie Mathilde Asteno, ils gèrent plusieurs scènes comiques, à Toulouse et à Biarritz.

« Pas d'humour discriminatoire »

Pendant une heure et demie, cinq humoristes se succèdent. Dans la cave, on parle d'amour, de précarité, de sexualité ou encore de football américain. Mais il y a une chose que vous ne verrez pas : de l'humour discriminatoire. « On a une ligne éditoriale précise, qui correspond à une charte qu'on fait signer à tous les humoristes. Pas de propos misogynes, racistes, transphobes ! » Des interdits qui ne freinent pas la créativité des apprentis comiques. À la faveur des sketches, on



Avotra Andrianoroosa, maître de cérémonie pour la Fabrique du rire. ©Margot Prieur

comprend l'avertissement lancé plus tôt : « Ici c'est 50/50 : on donne de l'énergie mais il faut nous la rendre. » La foule (d'une quinzaine de personnes) est en délire et accompagne les blagues des humoristes en herbe. Le public rit de bon cœur à la majorité des interventions et si certaines blagues tombent parfois à l'eau, elles ont le mérite de tester la bienveillance de l'audience. En sortant du Kalimera, on tire finalement le bilan d'une soirée étonnante qui avait commencé par de la feta douteuse et qui a fini par de francs éclats de rire.

Nos idées sorties de la semaine

**2 au 3
février**

Festival Winter Week-end de Luchon. En collaboration avec la mythique salle de concert du Bikini, la ville de Luchon propose de la musique Techno et Hip-Hop au pied des pistes pyrénéennes. Pour la première fois, le Casino de Bagnères de Luchon vous accueille pour faire la fête. Chaque soir à partir de 20 h 30 Mandragora, Etienne de Crecy ou encore le rappeur Kik viendront vous faire vibrer. Tarif : 28€ la soirée et 50 € le pass deux jours. Du 2 au 3 février 2024.



**Jusqu'au
4 février**



27^e édition de Cuba Hoy, terres de rencontres. Cuba s'invite de nouveau à Toulouse cette année. Pendant ce dernier week-end de festivités, parcourez les salles de spectacle à la découverte des musiques de l'île caribéenne et d'Amérique Latine. En attendant la déambulation carnavalesque de dimanche, dans le quartier des 7 Deniers, vous pouvez participer à des ateliers, concerts, peñas, cabarets... Tarifs suivant les événements. Jusqu'au 4 février.

29 février

Visite nocturne au Couvent des Jacobins. Accompagné d'un guide certifié, (re)découvrez à la lumière de la bougie les trésors du couvent. Au cours d'une visite pensée spécialement pour l'occasion, ce bâtiment vieux de huit siècles vous livrera tous ses petits secrets. Pour en profiter il faudra réserver à l'avance sur le site du couvent et déboursier 13€ par personne. Prochaine visite : le 29 février. D'autres sont prévues jusqu'au 14 mars 2024.



